



Le jeudi 28 juin 2018, le Conseil communautaire de Châteauroux-Métropole, qui s'est réuni en séance ordinaire et publique à l'Hôtel de ville, par convocation en date du 21-06-2018 et sous la Présidence de M. Gil AVEROUS, Président, a délibéré.

Présents (33) : M. Gil AVEROUS, M. Jean-Yves HUGON, Mme Catherine RUET, Mme Florence PETIPEZ, Mme Chantal MONJOINT, M. Jean-François MEMIN, Mme Catherine DUPONT, M. Dominique TOURRES, M. Eric CHALMAIN, M. Michel GEORJON, M. Christophe BAILLIET, Mme Séverine PILORGET, M. Hervé FOREST, M. Dominique DU CREST, M. Jean-Claude BALLON, M. Ludovic MESNARD, Madame Chantal AUDOUX, Madame Danielle DUPRE-SEGOT, M. Luc DELLA-VALLE, M. Paul PLUVIAUD, M. Didier BARACHET, M. Gilles CARANTON, M. Claude DURAND, M. Marc DESCOURAUX, Mme Delphine GENESTE, Mme Nathalie PAWELZYK, M. Jean PETITPRETRE, Mme Françoise LAURENT, M. Didier DUVERGNE, M. Jacques BREUILLAUD, M. Jean-Pierre MARCILLAC, Mme Annick FOURRE, M. Michel BLONDEAU.

Excusé(s) (14) : M. Roland VRILLON ayant donné procuration à Mme Séverine PILORGET, Mme Dominique COTILLON-DUPOUX ayant donné procuration à M. Christophe BAILLIET, M. Philippe SIMONET ayant donné procuration à Mme Chantal MONJOINT, Mme Imane JBARASOUNNI ayant donné procuration à M. Jean-Yves HUGON, M. Georges RAMBERT ayant donné procuration à M. Dominique TOURRES, Mme Brigitte FLAMENT ayant donné procuration à M. Michel GEORJON, Mme Frédérique GERBAUD ayant donné procuration à Mme Catherine RUET, M. Mark BOTTEMINE ayant donné procuration à M. Jean PETITPRETRE, M. Ludovic REAU ayant donné procuration à Mme Chantal AUDOUX, Mme Nathalie LOMBARD ayant donné procuration à Mme Nathalie PAWELZYK, M. Jacky DEVOLF ayant donné procuration à M. Didier DUVERGNE, M. François JOLIVET ayant donné procuration à Mme Florence PETIPEZ, M. Michel LENGLET ayant donné procuration à M. Jean-Pierre MARCILLAC, M. Bruno PALLEAU ayant donné procuration à Mme Françoise LAURENT.

Absent(s) (4) : Mme Bénédicte MOHAMED-GUILLON, Mme Sophie MONESTIER, M. Arnaud CLEMENT, M. Eric BELLET.

La délibération affichée

le : **29 JUIN 2018**

et transmise à la Préfecture

le : **03 JUIL. 2018**

est exécutoire

le : **03 JUIL. 2018**

47 : Approbation du Plan Régional de Prévention et Gestion des Déchets

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe, promulguée le 7 août 2015, prévoit dans son article 8 que chaque région soit couverte par un Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD). Un décret en date du 17 juin 2016 est venu préciser le contenu du PRPGD, ainsi que la procédure de consultation et d'approbation du plan.

Le PRPGD a pour objet de coordonner, à l'échelle régionale, les actions entreprises par l'ensemble des parties prenantes concernées par la prévention et la gestion des déchets sur une période de 6 et

12 ans, et de contribuer, à travers le Plan Régional d'Actions en faveur de l'Economie Circulaire, à la transition vers une économie circulaire.

Ce plan constituera le volet déchets du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET), en cours d'élaboration par la Région.

Le PRPGD se substitue aux trois types de plans déchets pré-existants :

- les plans départementaux de prévention et de gestion des déchets non dangereux,
- les plans départementaux de prévention et de gestion des déchets issus de chantiers du bâtiment et des travaux publics,
- les plans régionaux de prévention et de gestion des déchets dangereux.

Pour les déchets ménagers et assimilés : les productions passeront de 558 kg/hab. en 2010 :

- à 503 kg/hab. en 2020, soit une réduction de 10%. Ceci représente une baisse de 55 kg/hab. et de près de 150 000 t.
- et à 472 kg/hab. en 2031, avec une réduction de 15 % dès 2025 (474 kg/hab). Ceci représente une baisse de 86 kg/hab. et de plus de 235 000 t.

Dans le cadre de son plan, et à travers l'ensemble des objectifs et des actions du PRPGD, la Région aura, en priorité, pour objectifs de :

- développer des démarches de mobilisation et de participation citoyenne autour des thématiques déchets et économie circulaire.
- mettre en place un observatoire régional des déchets et de l'économie circulaire.

L'évaluation de l'état initial de l'environnement indique que les enjeux environnementaux prioritaires pour lesquels la gestion des déchets est très impactante en région portent sur la qualité des sols, l'énergie, les autres ressources (bois, minéraux, métaux non ferreux...), le climat, les risques et les nuisances.

Si des décisions énoncées dans le plan et intégrées dans le SRADDET s'imposeront aux personnes morales de droit public et à leurs concessionnaires, le plan est aussi un outil de définition, d'animation et de pilotage des politiques locales de prévention et de gestion des déchets.

Il est proposé au Conseil communautaire de donner un avis favorable au projet de Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets

Sans discussion, le Conseil communautaire approuve le rapport à l'unanimité .



A Châteauroux, le 1 juillet 2018

Le Président,

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'Gil Avérous', written over a horizontal line.

Gil Avérous